

l'école émancipée

**Contribution de l'École Émancipée
aux débats du conseil national
de novembre 2022**

Ouvrir les brèches pour d'autres possibles

Notre monde qui s'embrunit...

Il s'en est fallu de peu que l'ultra réactionnaire et autoritaire Bolsonaro reste au pouvoir. Aux USA, deux ans après Trump, les idées de d'extrême droite infusent encore profondément. En Chine, malgré une gestion liberticide de la crise sanitaire et un fort ralentissement économique, Xi Jipping a été reconduit pour un troisième mandat. Son modèle de gouvernement proto-dictatorial et ses tentations expansionnistes font écho à son voisin russe qui poursuit sa guerre en Ukraine sous menace nucléaire. En Hongrie, Orban licencie les profs qui font grève. En Italie, Giorgia Meloni, présidente d'un parti post-fasciste a été nommée à la tête du gouvernement.

Dans tous ces cas de figure, ce sont systématiquement les femmes et les minorités – quelles soient religieuses ou sexuelles – qui, en plus du salariat, en paient le prix fort. Notre soutien aux luttes pour les droits et libertés est fondamental.

Néanmoins, le soulèvement majoritairement féminin et jeune de la population iranienne ou la défaite de Bolsonaro montrent qu'il n'y a pas de fatalité. **Les mouvements sociaux restent les moteurs du progrès et l'unité de notre camp social, incontournable dans la période que nous traversons.**

... alors qu'il devrait verdier

L'objectif, défini à Paris en 2015, de contenir le réchauffement climatique en-deça des 1,5 degrés ne sera pas atteint. Huit ans après, la COP 27 ne fera qu'acter l'absence de volonté des dirigeants de l'imposer les moyens d'y parvenir. **Les modèles productivistes et consuméristes responsables de l'état actuel de la planète ne sont pas remis en cause.**

Laisser les plus riches accaparer toujours plus de richesses et surconsommer, c'est empêcher la grande

majorité des populations de satisfaire ses besoins élémentaires comme se chauffer, se déplacer, se nourrir correctement... **la justice écologique est structurellement liée à la justice sociale.**

Les projets de méga-bassines sont emblématiques **des logiques d'accaparement des communs au profit d'une minorité. Ce sont les mêmes logiques qui rendent les fins de mois impossibles aux salarié-es.** La lutte pour leur abandon doit être largement soutenue.

Ce sont enfin les mêmes qui répriment et criminalisent celles et ceux qui tiennent tête en les traitant d'« éco-terroristes ». Si ce « concept » avait une quelconque réalité, il qualifierait plutôt **les gouvernant-es qui mettent les écosystèmes et nos vies en danger, non les résistant-es aux politiques écocides.**

Le monde a aujourd'hui besoin de politiques de rupture et d'un changement total de paradigme, centré sur la justice écologique et la justice sociale.

Lutter contre Macron et son monde

Cette politique, Macron ne fait pas que l'incarner. Il œuvre, avec son gouvernement, à sa construction. Ces bâtisseurs-euses d'inégalités sont des idéologues qui appliquent de vieilles recettes contre les intérêts de l'immense majorité.

L'inflation appauvrit les salarié-es, les retraité-es, les privé-es d'emplois, jeunes comme plus âgé-es. La taxation des profits et super-profits, mesure « validée » par l'Union Européenne mais refusée par Renaissance, permettrait une plus juste répartition des richesses produites entre le capital et le travail.

Ainsi en Europe, Madrid s'apprête à annoncer une augmentation de 10 % du SMIC, la ministre du Travail ayant déclaré qu'« il n'est pas normal qu'en temps de crise, on demande aux salariés de se résigner à voir diminuer leur pouvoir d'achat alors

que les bénéficiaires des entreprises ont augmenté de 62 % ». **En Allemagne, c'est un ticket de transport unique à 9 euros qui a été mis en place.** Cette mesure écologique, qui a assuré un transfert de 10 % du trafic routier vers le rail, est aussi sociale car elle a bénéficié, en premier lieu, aux classes les moins favorisées. **En France, malgré 72,8 milliards de bénéficiaires nets enregistrés par les seules entreprises du CAC 40 à la fin du premier semestre 2022, record historique, aucune mesure sociale ou écologique à la hauteur n'a été prise. La campagne sur la taxation des super-profits initiée par l'Alliance écologique et sociale/Plus Jamais Ça prend ici tout son sens.**

Ce gouvernement est un gouvernement de combat, au service d'une classe. À nous de décrypter, analyser et combattre sa politique au service de la nôtre.

Augmenter les salaires, pas l'âge de départ à la retraite

Notre pétition salaires, qui approche les 45 000 signataires, montre à quel point cette question est prégnante chez nos collègues. Son succès est un point d'appui pour les négociations au ministère. **Elle doit permettre, en lien avec la question des retraites, de remobiliser les collègues en prenant nos responsabilités autour de notre mot d'ordre de 300 euros nets/mois sans contreparties.** Il faut dès à présent construire une mobilisation à même d'obliger le gouvernement à s'engager sur les salaires pour le public comme pour le privé.

Macron a remis sur la table un nouveau projet de réforme de retraites après son échec en 2019. Il persiste dans sa volonté de faire travailler plus longtemps avec le recul de l'âge légal de départ qui pourrait s'accompagner d'une augmentation de la durée de cotisation. **Au vu de l'espérance de vie en bonne santé et du taux d'emploi des seniors, ce projet ne peut être compris autrement que comme la volonté de dégrader les conditions de départ à la retraite, de diminuer le montant général des pensions, d'ouvrir toujours plus le marché de la retraite au secteur assurantiel privé et de baisser la part des richesses nationales consacrées aux retraites.**

Le gouvernement est déterminé à mener à bien cette réforme rejetée par 70 % de la population et par l'ensemble des organisations syndicales. **Cela augure du niveau de conflictualité à atteindre pour mettre en échec ce projet.** Après une campagne d'agitation, dans laquelle une pétition du type *#OnVautMieuxQueCa* serait un objet de conviction, il faut construire au plus vite, dans l'unité interprofessionnelle la plus large, une grève majoritaire. **Cette unité, qu'il faut sans cesse rechercher, ne doit à aucun moment être un frein et ne doit pas interdire d'impulser, avec nos partenaires du syndicalisme de transformation sociale et toutes les autres organisations qui le veulent, la mobilisation à la hauteur nécessaire.** Cette perspective devra être une première étape dans un plan d'action laissant toute sa place aux assemblées générales, à des moments rassemblant la population, comme les marches le samedi, en s'ouvrant aux soutiens les plus larges possibles.

Que ce soit pour les salaires ou les retraites, une FSU et une FSU-SNUipp combatifs sont autant de raisons de montrer à nos collègues, à la veille des élections professionnelles, notre souci permanent d'une amélioration de nos conditions de travail et de vie.

Et se battre pour une école émancipatrice pour toutes et tous

Le projet de budget, adopté à l'Assemblée nationale à coup de 49-3 entérine la suppression de 1 117 postes dans le premier degré. Il ne permet absolument pas de répondre aux besoins d'amélioration des conditions de travail des personnels, aux problématiques de souffrance ressentie vis-à-vis d'une inclusion sans moyens, à la nécessité de baisser les effectifs dans toutes les classes. Et l'actuelle institutionnalisation de la précarité pour les personnels, à commencer par les AESH, est inadmissible. Réfléchir dès maintenant aux leviers d'agitation et de mobilisation articulant interpellation des parlementaires pour débloquer les moyens nécessaires, mobilisations de terrain avec les personnels et les parents comme, par exemple, une nuit nationale des écoles est une nécessité : **se battre pour d'autres moyens, c'est aussi se battre pour offrir des conditions d'apprentissage de qualité à tout-es nos élèves.**

Mais la politique éducative de ce gouvernement ne se limite pas à la question des moyens. La nomination d'un nouveau ministre s'est inscrite dans une continuité idéologique flagrante. En s'arc-boutant sur des « fondamentaux » et sur une prétendue « innovation pédagogique », en pilotant par des évaluations permanentes, c'est une école à multi vitesses qui s'installe et qui remet en cause la liberté pédagogique en restreignant l'expertise enseignante. L'organisation d'un concours « exceptionnel » pour les contractuel·les en est un exemple. En abaissant la condition de diplôme à Bac+2 et en privant les lauréat·es d'une formation initiale, le gouvernement veut en faire des exécutant·es dociles.

Dit autrement c'est une école du tri, qui a renoncé à lutter contre les déterminismes sociaux, qu'ils veulent imposer. Cette logique est à l'opposé du projet émancipateur de la FSU-SNUipp. L'actuelle réforme de la voie professionnelle peut servir de démonstration concrète à ce projet global pour l'école contre lequel nous devons élaborer et nous donner les moyens, avec la profession, de résister.

En s'affichant à l'offensive, en défendant les salaires/retraites/conditions de travail tout en portant un projet émancipateur pour l'école et pour la société, c'est une FSU-SNUipp qui se donne un profil pour gagner les élections professionnelles. L'enjeu est bien de renforcer la FSU-SNUipp dans cette séquence et de redonner à la FSU sa première place dans la Fonction publique d'Etat.

Gardons, après cette séquence électorale, ce profil d'un syndicalisme de transformation écologique et sociale agissant pour la profession et son camp social pour gagner !